



Edmond HERVÉ



Virginie KLÉS,
Maire de Châteaubourg



Jacky LE MENN,
Vice-Président
du Conseil Général



Anne PATAULT,
Conseillère municipale
de Renac



Alain YVERGNIAUX,
Conseiller Régional



Annie PIVETTE,
Maire d'Ercé-près-Liffré

Liste

Pour une République Moderne et Solidaire

Madame, Monsieur le Maire,
Madame, Monsieur le délégué sénatorial,

Pour construire une République Moderne et Solidaire, il faut des collectivités territoriales reconnues, actives, des élus écoutés, représentés, disposant des moyens nécessaires pour exercer leurs responsabilités.

La décentralisation, avec un développement durable, doit permettre de répondre aux attentes de nos compatriotes, à l'avancée de la démocratie et à la modernisation de l'Etat.

C'est avec cette volonté que nous nous présentons à vos suffrages.

Nous vous avons fait connaître nos engagements lors de nos réunions, de nos rencontres et par les lettres que nous vous avons adressées. Nous poursuivrons ce dialogue : nous nous engageons à revenir régulièrement vers vous.

UNE NOUVELLE RELATION EST À BÂTIR ENTRE L'ETAT, LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET LEURS ÉLUS.

Ensemble faisons reconnaître le rôle de nos collectivités et restaurons une relation équilibrée avec l'Etat.

Nos collectivités interviennent dans tous les domaines, réalisent les deux tiers des investissements publics.

Elles contribuent à la richesse de la Nation en créant des emplois, en développant le tissu économique, en mettant en place des services publics locaux au plus près des habitants, éléments essentiels de la cohésion sociale.

Elles ont inventé des politiques nouvelles. Aujourd'hui beaucoup d'inquiétude existe chez les élus locaux.

La «décentralisation solidaire» devient une «décentralisation libérale».

Trop de lois sont votées, trop de mesures annoncées dans la précipitation, sans concertation avec les élus ou les citoyens, sans préoccupation de la suite.

Nous le voyons avec les cartes judiciaire, hospitalière, militaire, la Poste, la suppression drastique des emplois dans l'Education Nationale...

«La Révision Générale des Politiques Publiques» cache une réforme de l'Etat dont l'objectif consiste à ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux partant à la retraite.

Quelles conséquences de ce retrait de l'Etat sur les populations, la gestion de nos communes et l'environnement des élus ?

Les services assurés par la DDE, la DAF, en matière d'assistance à la maîtrise d'ouvrage ou à la maîtrise d'œuvre sont appelés à disparaître. Certains envisagent la disparition des comptables d'Etat.

De multiples transferts de charges non compensées se traduisent nécessairement par l'augmentation de la dépense locale... stigmatisée par le Président de la République.

Parallèlement à cette régression, nous assistons à une dégradation des relations financières Etat collectivités territoriales.

Le passage du contrat de croissance et de solidarité, au contrat de stabilité s'est soldé, pour nos collectivités, par une perte de 400 millions d'euros, le dernier plafonnement de la Taxe professionnelle nous «coûte» 670 millions d'euros.

L'ÉGALITÉ, LA SOLIDARITÉ, LE DÉVELOPPEMENT ET LA COHÉSION NOUS COMMANDENT D'ÊTRE VIGILANTS :

• *En matière institutionnelle.*

Nous souhaitons que le collège électoral sénatorial soit représentatif de la Nation et de ses institutions.

Des réflexions sont actuellement conduites pour proposer la suppression de la clause générale de compétence des collectivités locales avec des blocs de compétences réservés et exclusifs. Nous y sommes opposés. S'il est nécessaire de mieux préciser et articuler les compétences de chaque niveau de collectivité, elles doivent conserver leur capacité de coopération.

La suppression d'un échelon de collectivité locale — en l'occurrence le département —, au seul motif de réaliser des économies est un raisonnement purement idéologique qui fait fi de toute expérience concrète de terrain.

La répartition des compétences doit achever une nouvelle architecture des pouvoirs dont la logique apparaît dans les relations qu'ils tissent aujourd'hui.

• *En matière de politiques publiques.*

Soucieux d'un Etat présent garant du Pacte Républicain et du contrat social entre les différentes composantes de la Nation, nous combattons les projets qui dégradent les services publics.

Nous sommes particulièrement préoccupés par l'affaiblissement des fonctions de conseil et de contrôle au bénéfice de nos collectivités. La dérégulation publique est inacceptable dès lors que l'on veut : une politique économique qui favorise l'emploi, la bonne santé de nos entreprises et de nos collectivités territoriales, un développement durable, une authentique solidarité, une politique agricole commune soucieuse de sa première fonction nourricière, d'une juste rémunération, une Europe favorisant les convergences, chef de file d'un nouvel ordre mondial plus juste et plus équilibré.

• *En matière de finances locales.*

Les collectivités doivent retrouver une marge d'autonomie. En effet, le poids des dotations de compensation sur lesquelles l'Etat fait peser une pression à la baisse et la réduction de leur liberté financière conduisent à un quasi-étranglement des finances locales.

Il est urgent de réformer le système fiscal local : les moyens financiers seront un préalable à toute réforme du pouvoir local.

Rappelons quelques principes :

Nous affirmons la nécessité et l'utilité d'une fiscalité locale moderne, juste et efficace en cohérence avec le système fiscal national.

Elle doit tenir compte de la capacité contributive des intéressés, s'appuyer sur des bases objectives et réelles.

Nous ne pouvons pas agir dans l'incertitude : le système fiscal local doit favoriser la prévision, l'anticipation et la programmation.

L'égalité territoriale demande redistribution et péréquation.

Madame, Monsieur le Maire,
Madame, Monsieur le délégué sénatorial,

Vous assurant de notre disponibilité, nous sollicitons, le 21 septembre, votre confiance pour exercer un mandat, au service de nos valeurs, de nos propositions et de nos territoires, dans le respect de l'intérêt général de la République.

Les candidats de la liste

«Pour une République moderne et solidaire»

Edmond HERVÉ

Virginie KLÈS

Jacky LE MENN

Anne PATAULT

Alain YVERGNIAUX

Annie PIVETTE



PARTI SOCIALISTE